



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MÉTROPOLE DU GRAND PARIS**

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS  
DU VENDREDI 11 OCTOBRE 2024**

**CM2024/10/11/22-3 : AMÉNAGEMENTS CYCLABLES : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS ET APPROBATION DE CONVENTIONS AU TITRE DU PLAN VÉLO MÉTROPOLITAIN À LA VILLE DE PARIS - PROJETS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES SUR L'AVENUE DE VILLIERS, LA PLACE DE LA PORTE DE CHAMPERRET, LA RUE DE VAUGIRARD ET LE BOULEVARD HENRI IV**

---

DATE DE LA CONVOCATION : 4 octobre 2024  
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208  
PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président  
SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Quentin GESELL

**LE CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-10, L.2213-2, L.2213-4-1, L.5211-11, L.5219-1, R.2213-1-0-1,

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

**Vu** le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

**Vu** la délibération CM2017/08/12/10 relative à la compétence « Lutte contre la pollution de l'air » de la Métropole du Grand Paris,

**Vu** les délibérations CM2018/11/12/11, CM2020/12/01/03, CM2022/07/01/15 et CM2023/07/13/10 relatives au déploiement de la Zone à Faibles Émissions Mobilité,

**Vu** la délibération CM2021/07/09/27 approuvant le Plan Vélo métropolitain,

**Vu** la délibération CM2023/12/20/18 approuvant l'actualisation du Plan Vélo métropolitain,

**Vu** la délibération CM2024/02/15/17-1 relative à la modification des délégations du conseil de la Métropole du Grand Paris au Bureau,

**Vu** le Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France approuvé le 19 juin 2014 par le Conseil Régional d'Ile-de-France après enquête publique et avis de l'État,

**Vu** le programme d'action du projet de Plan Climat Air Énergie Métropolitain adopté par délibération du 12 novembre 2018, et en particulier la fiche action « AIR6 – Réaliser un plan métropolitain pour les mobilités actives »,

**Vu** la convention d'objectif et de partenariat entre la Métropole du Grand Paris et le Collectif Vélo Ile-de-France pour la période 2022-2024 adoptée le 21 octobre 2022,

**Vu** le contrat de relance et de transition écologique signé le 18 mars 2021 entre la Métropole du Grand Paris et l'État,

**Vu** la demande de subvention de la ville de Paris à la Métropole du Grand Paris, portant sur le financement des projets d'aménagements cyclables,

**Considérant** la compétence de la Métropole du Grand Paris en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie,

**Considérant** que la Métropole du Grand Paris « définit et met en œuvre des programmes d'action en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment [...] en favorisant le développement de [...] l'action publique pour la mobilité durable », conformément à l'article L.5219-1 du code général des collectivités territoriales,

**Considérant** la stratégie métropolitaine affirmée pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et améliorer la qualité de l'air, avec le Plan Climat Air Énergie Métropolitain,

**Considérant** que la ville de Paris a sollicité l'attribution de subventions au titre du Plan Vélo métropolitain pour des projets d'aménagements cyclables :

- Cohérents avec les tracés des lignes 1 et 4 dudit Plan Vélo métropolitain,
- Jugés techniquement compatibles avec les ambitions de la Métropole du Grand Paris en matière de sécurisation et de confort des aménagements cyclables, et de partage de la voirie en tant qu'espace public d'une manière plus globale,
- Et qui s'inscrivent dans les compétences et priorités affichées par la Métropole,

**Considérant** que ces projets sont éligibles à un financement au titre du Plan Vélo métropolitain,

## **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ**

**DÉCIDE** que les aménagements cyclables proposés par la ville de Paris (avenue de Villiers et place de la Porte de Champerret, rue de Vaugirard entre la rue de Rennes et le boulevard du Montparnasse et boulevard Henri IV) sont cohérents avec les tracés des lignes 1 et 4 du Plan Vélo métropolitain.

**DÉCIDE** l'octroi de subventions d'investissement, au titre du Plan Vélo métropolitain, à ces projets d'aménagements cyclables portés par la ville de Paris, pour un montant total de 1 780 645€ (un million sept-cent quatre-vingt mille six-cent quarante-cinq euros), tels que détaillé ci-après :

<b>Voiries concernées</b>	<b>Montant de la subvention attribuée par la Métropole du Grand Paris</b>
Avenue de Villiers et place de la Porte de Champerret	1 235 600€ (Soit 20% du coût de l'opération cyclable)
Rue de Vaugirard (entre la rue de Rennes et le boulevard du Montparnasse)	341 795€ (Soit 25% du coût de l'opération cyclable)
Boulevard Henri IV	203 250€ (Soit 25% du coût de l'opération cyclable)

**DIT** que ces financements relèvent du Plan Vélo métropolitain.

**APPROUVE** les projets de conventions ci-annexés, qui définissent les modalités de financement des projets de la ville de Paris mentionnés ci-dessus.

**AUTORISE** le président ou son représentant à signer les conventions relatives à ces subventions d'investissement et à prendre tout acte pour l'exécution de la présente délibération.

**AUTORISE** le président ou son représentant à procéder au contrôle de la réalisation du projet d'investissement financé par la Métropole du Grand Paris.

**DÉLÈGUE** au Bureau de la Métropole la possibilité de conclure des avenants aux conventions ci-annexées, objets de la présente délibération, hors modification substantielle.

**DIT** que les crédits seront imputés en section d'investissement sur l'opération de programme « Z18700001 – Plan Vélo et aménagements cyclables », opération « 20048 Plan Vélo Métropolitain ».

**ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Le président de la Métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER  
Ancien Ministre  
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Accusé de réception en préfecture  
075-200054781-20241011-CM20241011-22-3-DE  
Date de télétransmission : 22/10/2024  
Date de réception préfecture : 22/10/2024